

En 1873, au moment de la parution de son roman *Les Démons*, F. M. Dostoïevski écrivait au tsarevitch Alexandre :

Troublés et épouvantés par la distance qui nous sépare de l'Europe dans notre développement intellectuel et scientifique, nous avons oublié que dans le tréfonds des aspirations de l'esprit russe, nous détenons en nous, en tant que Russes, et à la condition que notre civilisation restât originale, le pouvoir d'apporter peut-être au monde une lumière nouvelle. Nous avons oublié, dans l'ivresse de notre humiliation, une loi immuable : c'est que, sans l'orgueil de notre propre signification mondiale, nous ne pourrions jamais être une grande nation ni laisser après nous le moindre apport original.

Nous avons oublié que, si les grandes nations ont pu développer leurs immenses forces, c'est qu'elles étaient frères d'elles-mêmes ; si elles ont servi le monde et lui ont apporté chacune ne fût-ce qu'un rayon de lumière, c'est qu'elles restaient fièrement, inébranlablement, et toujours avec orgueil, elles-mêmes.

Avoir actuellement de telles pensées et les exprimer, c'est se condamner à un rôle de paria...¹⁸

Au moment où Dostoïevski écrivait ces lignes, les écrivains, les artistes, l'université, la société russes étaient fascinés par l'Europe. Ils n'attendaient rien que de l'imitation des étrangers, allemands, français ou

18. Lettre publiée dans la *N.R.F.*, numéro 228, 1^{er} septembre 1932.

italiens. La querelle des Occidentalistes et des Slavophiles s'est terminée, on le sait, par le triomphe de ces derniers.

Écrivains canadiens-français, nous devons nous efforcer de découvrir notre signification américaine. Nos historiens, quelques-uns de nos hommes d'État ont compris que nous devons accepter la condition providentielle de notre vie en Amérique. Mais plus que par ses historiens et ses hommes politiques, c'est par ses écrivains et ses artistes qu'un peuple prend conscience de sa différence, de ses aspirations, de sa signification propre.

Le premier pas d'une littérature vers l'autonomie consiste à répudier toute conception coloniale de la culture. Que nos écrivains ambitionnent d'abord d'être eux-mêmes, sans tenir leurs yeux sur ce qu'on pensera à Paris, ou plutôt, qu'ils regardent ce qui se fait ailleurs, qu'ils choisissent dans les techniques françaises, anglaises, russes et américaines ce qui convient à leur tempérament et qu'ensuite, ils n'aient qu'un but : créer des œuvres qui soient fondées sur leur personnalité canadienne. C'est en étant lui-même, en s'acceptant avec sa terre, son histoire, sa vie et son temps qu'un écrivain produit des œuvres humaines d'une portée universelle.

Balzac devait beaucoup à Walter Scott, Stendhal aux chroniques italiennes et Dostoïevski à Balzac et à George Sand. Mais tous ces écrivains étaient d'abord de leur pays et de leur temps. Ils étaient français, anglais ou russes. Si les Français n'avaient subi d'influences que françaises, leur littérature se serait rapidement appauvri. Au Canada, nous avons accepté, comme un dogme, la supériorité de la technique française sur toutes les autres. Pour avancer, il faut maintenant, sans cesser d'étudier les Français, étendre nos recherches à d'autres techniques et à d'autres œuvres. De cette façon, il nous

sera plus facile de rester nous-mêmes. Une seule influence dégénère en imitation; plusieurs se complètent et sont, à la longue, plus fécondes.

Dans les pages qui suivent, j'ai tenté modestement de cristalliser le sentiment de toute une partie de la littérature canadienne. La controverse n'a été pour nous que l'occasion de définir certains buts et de préciser notre position à l'égard de l'Europe.

Les articles qui suivent sont placés dans l'ordre de leur parution dans *La Nouvelle Relève* et dans les journaux. Je leur ai conservé leur forme d'article. En les publiant, je n'ai d'autre but que de renseigner le lecteur canadien et étranger afin de lui permettre de juger.

R. C.

LE RAYONNEMENT DE LA FRANCE

Nous croyons que, dans les années qui vont suivre la paix, Paris va reprendre son autorité sur la vie intellectuelle de l'Europe et du monde. Depuis le moyen âge, Paris a exercé un attrait sur tout ce qui dans le monde occidental pense, écrit, crée. Et rien de ce qui était création de l'esprit n'était étranger à Paris. Pourtant, à l'Est, Dostoïevski a tôt échappé à l'influence française. Les Français l'ont si peu reconnu qu'il lui a fallu attendre ces dernières années pour prendre à leurs yeux toute son importance. Je cite ce nom comme type ; il y en a d'autres, notamment Gogol, Pouchkine, etc.

L'attention de Paris, tournée vers l'Allemagne et l'Angleterre, n'a pas vu se développer aux États-Unis et en Amérique du Sud une littérature neuve, vigoureuse, féconde, qui ne devait presque rien à ses techniques et à ses maîtrises.

Au Canada même, qui pourtant fait partie de la famille culturelle française, faute de curiosité, Paris a ignoré la vie d'une littérature jeune qui compte un Saint-Denys Garneau, un Alain Grandbois, un Yves Thériault, un Roger Lemelin, un Léo-Paul Desrosiers, une Gabrielle Roy et autres.

Il est vrai que depuis que la France a repris ses contacts avec le monde, des critiques s'efforcent de rétablir les échanges.

Mais le rôle de la France dans le monde, c'est un rôle civilisateur ; à ce titre, elle doit être partout pour s'enrichir en enrichissant.

Pour garder son influence, elle ne doit rien ignorer ; elle peut miser sur les Scandinaves ou sur les

Allemands contre les Américains, mais elle n'a pas le droit de perdre. Dostoïevski n'a pas eu besoin de la France pour être grand ; Caldwell, O'Neill, Hemingway non plus.

Ce serait un jour terrible pour nous, un jour de deuil, le jour où la France, par sa faute, par repli sur soi, (ce qu'elle n'a jamais fait et c'est à sa gloire) perdrait au profit de New York ou de Moscou, son autorité directrice, son autorité de force rayonnante sur le monde.

La Nouvelle Relève, mars 1946

LES LIVRES FRANÇAIS

Il est tôt pour porter un jugement sur la production littéraire de France. Nous recevons la plupart des journaux, quelques revues et des livres. Ajoutons que les plus importants ouvrages continuent d'être réédités par des maisons canadiennes.

Le public a été déçu par les livres qui nous arrivent de France. La présentation n'est pas en cause : papier, typographie, couvertures, prix ne sont pour rien dans ce désenchantement qui a suivi l'arrivée des courtiers.

Avant la guerre, chaque courrier nous apportait un ou deux livres marquants. Bernanos, Claudel, Mauriac, Valéry, Duhamel, Maritain, Berdiaeff, Lacroix, Giraudoux, les prix Goncourt, Fémina, etc., pour n'en nommer que quelques-uns, portaient à chaque nouveau livre leur gloire un peu plus haut. Il existait une littérature française qui était à l'avant-garde de la création, une littérature qui était éminemment universelle.

Et voici qu'après cinq ans de séparation, on nous annonce des livres de France. Que nous apporte la

France? Elle nous apporte les signes d'un peuple divisé, replié sur lui-même, d'une littérature qui ne continue pas, qui n'innove pas, mais qui se recommence. Je me hâte de dire que plusieurs écrivains échappent à ce reproche. Mais ils ne peuvent compenser la médiocrité de l'ensemble.

Ces romans, ces essais, ces récits ne sont pas ce que le public attendait d'un peuple qui, pendant cinq ans, a donné un exemple de résistance acharnée, que les épreuves n'ont jamais réussi à atteindre dans son esprit, son sens des valeurs universelles, sa puissance de renouvellement.

Cet état de choses indique que la crise que traverse la France n'est pas seulement une crise politique, économique ou physique, mais une crise spirituelle. Cette crise aura ses répercussions dans le monde et ses répercussions reviendront frapper la France, l'autorité spirituelle de la France, la culture française tout entière. Que d'autres littératures s'appauvrissent, on s'en apercevra à peine. Que la France, qui a été bâillonnée pendant cinq ans, n'ait rien à nous dire, qu'elle se replie sur elle-même, cela nous émeut profondément.

Nous ne voulons pas juger la production française par ce qui a été publié. Il existe une crise du papier. Certes! Mais si on trouve du papier pour une quarantaine d'écrivains de dixième ordre et même pour des traductions, comment se fait-il qu'on n'en trouve pas pour un grand livre une fois par quinze jours?

Devons-nous croire que l'éditeur qui a le choix entre un ouvrage de premier plan et l'élucubration d'un inconnu choisisse à tout prix cette dernière? C'est trop invraisemblable! Ou alors la littérature n'a rien à voir là-dedans.

POURQUOI CES QUERELLES?

La France s'est maintenant relevée de sa défaite de 1940; si elle est en proie à la division intérieure et traverse une crise de nervosité, aux yeux de l'étranger, elle semble en bonne voie de guérison. Devant la maladie d'un parent très cher, on ne peut se défendre d'éprouver une vive sympathie, on hait la maladie qui menace sa vie, on souffre avec lui. Doit-on par sympathie suivre les mêmes traitements que lui, penser à son mal avec la même intensité, s'enfermer dans sa chambre et refuser de voir ses autres amis parce que celui-ci ne peut plus tolérer leur présence?

La France a eu et elle garde toute notre sympathie, mais nous devons et nous devons toujours refuser de suivre une partie des Français dans l'intolérance, la division, la haine. Notre mal ne guérirait pas le leur.

On nous reproche d'accorder plus d'importance aux écrivains de valeur qu'à certains documents de la Résistance. Au Canada, un brevet de résistance n'a pas la même importance qu'en France parce que, pour nous, un Résistant c'est un homme qui a fait son devoir à la guerre. Entendons-nous bien. Tant que la France fut sous le joug allemand, la littérature de la résistance de l'intérieur comme de l'extérieur pour nous avait un sens. C'était la résistance à l'ennemi. Elle n'était pas l'expression d'un clan politique qui, quel que soit son mérite, n'a pas une doctrine d'exportation. Ceux qui ont admiré avant la guerre un Maurras, un Bainville, un Massis, etc., ne l'ont pas fait parce qu'ils rêvaient d'une restauration monarchique dans un pays qui n'est pas le nôtre, mais parce qu'il se trouvait que ces écrivains étaient

d'éminents représentants de la pensée française. Qu'on le nie aujourd'hui ne change rien. Le fait que Maurras et les autres ont collaboré ne change rien à des œuvres publiées avant 1940. Je suis d'autant plus à l'aise de parler de ces écrivains que, personnellement, à l'exception de Daudet, je n'en admire aucun et que, politiquement, je me trouvais sur les questions de la guerre d'Espagne, du communisme, etc., dans le camp opposé.

Le principal symptôme de ce mal qui taraude la France, c'est l'agressivité avec laquelle elle traite ses amis. Au temps où la France n'avait pas souffert, dans son ensemble elle ignorait à peu près tout du Canada. On se souciait peu de ce que le Canada français pouvait penser, dire ou écrire. À ce moment, les Français ne songeaient pas à nous mêler à leurs querelles même si certains d'entre eux se croyaient le devoir de se mêler des nôtres.

Vint 1940 et le refus du général de Gaulle de s'incliner devant la défaite. Au Canada, on ne voulut pas non plus admettre que la France fût finie. Quelques-uns mirent leur espoir dans le Maréchal. Ils le firent par amour pour la France et s'ils se sont trompés, c'est de bonne foi et cela n'eut aucun effet sur la politique française. D'autres, dont nous sommes fiers d'être, prirent résolument parti pour le général de Gaulle. C'était toujours, dans un cas comme dans l'autre, au-dessus des personnes du Général et du Maréchal, pour la France.

C'est à titre d'éditeur que nous avons servi la France en Amérique durant la guerre, avec l'aide de Français comme MM. Maritain, Henri Laugier, Auguste Vialette et autres. Notre rôle terminé, on nous a reproché ce que nous avions fait, on n'a pas dit un mot dans les journaux français des livres que nous avions publiés, on

nous reproche aujourd'hui dans *Les Lettres françaises* de publier un livre qui déplaît à des fanatiques.

Il est regrettable que les premiers à mentionner le nom des Éditions de l'Arbre à Paris le fassent pour nous reprocher un ouvrage indifférent alors qu'ils n'ont pas trouvé un petit espace pour parler des livres tels que ceux de Jacques Maritain, de Georges Bernanos, du comte Sforza, de Cohen, de la collection France Forever, etc.

Si *Les Lettres françaises* ont le sens de la justice, il y a une manière de le prouver. Qu'elles jugent L'Arbre sur les cent soixante titres parus depuis 1940. Cette liste peut se comparer aux plus belles de la Résistance.

La Nouvelle Revue, mai 1946

ÉTAT DE LA LITTÉRATURE CANADIENNE

La littérature canadienne de langue française, sauf quelques remarquables exceptions, a été, jusque vers 1920, une littérature de terroir, cherchant sa justification dans ses fins politiques, sociales ou historiques plutôt que dans la perfection qui est la fin de tout art. Et cela s'explique facilement.

Les conditions requises pour l'éclosion de grandes œuvres sont une certaine indépendance politique, que le Canada ne possède que depuis le Statut de Westminster, des conditions intellectuelles et matérielles favorables, une technique autonome. Avant 1919, politiquement, le Canada ne jouait aucun rôle dans la sphère internationale. Notre participation à la première grande guerre nous a valu une autonomie plus grande et, en 1939, notre pays fut appelé à jouer un rôle de premier plan aux côtés de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Ce n'est

donc que dans les toutes dernières dix années que notre littérature a commencé d'exister aux yeux de l'étranger. L'écrivain canadien, ayant alors trouvé une audience plus vaste, a consenti un effort à la mesure de l'attention qu'on lui portait.

Les grandes époques des littératures grecque, romaine, française, anglaise, espagnole, etc., coïncident avec la suprématie militaire ou politique de ces pays. Il faut non seulement aimer son pays mais être fier de lui devant l'étranger pour créer des œuvres. Et depuis vingt ans, la littérature canadienne de langue française a été toujours en s'affirmant.

La deuxième condition, le milieu intellectuel favorable, n'existe que depuis quelques années. On remarquera que de la pléiade d'écrivains qui honorent aujourd'hui nos lettres, aucun n'a fréquenté les universités françaises. Ces écrivains, formés par d'autres Canadiens, dont quelques-uns avaient étudié en France, ont créé spontanément et selon leur génie propre.

Il n'y a aucun doute que l'intérêt plus grand porté à la littérature d'imagination et la fondation à Montréal et à Québec de nouvelles maisons d'édition n'aient accentué le mouvement. Les écrivains canadiens ont également bénéficié, à cause de la guerre, de marchés plus étendus du fait qu'il se publiait peu de livres en Europe. Mais dès qu'on eut commencé à les lire, ils se sont imposés par leur propre mérite et plusieurs ouvrages canadiens, dont les deux grands romans de Roger Lemelin et de Gabrielle Roy, ont été traduits en anglais et publiés par des maisons américaines.

Les jeunes écrivains canadiens ne se sont pas affranchis de toute influence française. La langue étant la même, on ne peut dire que ce serait souhaitable. Mais s'ils ont des maîtres étrangers, ceux-ci ne sont plus uniquement

des maîtres français. Les écrivains américains, entre autres, ont contribué à l'élaboration de leurs techniques et ont enrichi leur vision du monde.

Ayant un public qui débordait les cadres de la province de Québec, la jeune littérature, tout en s'appuyant solidement sur le milieu canadien, tend à devenir universelle. Le romancier ne fonde plus tout son art sur le détail pittoresque mais s'efforce de dégager sous ce détail ce qui est humain. L'historien, au-dessus des polémiques provinciales, devient plus objectif.

La forme la plus riche présentement, c'est le roman; vient en second lieu la poésie, qui jusqu'à la guerre avait été la forme la plus évoluée et celle qui rassemblait les plus grands talents. Et cela est significatif. Le roman est avec le théâtre le genre le plus difficile. Dans ce dernier domaine, les efforts n'ont pas encore donné de résultats intéressants, bien que Montréal possède au moins deux troupes canadiennes-françaises d'avant-garde: les Compagnons de Saint-Laurent et l'Équipe et une troupe professionnelle permanente.

Aujourd'hui, les romanciers Ringuet, Léo-Paul Desrosiers, Gabrielle Roy, Roger Lemelin, Yves Thériault, Germaine Guèvremont, Berthelot Brunet, Claude-Henri Grignon, Rex Desmarchais, pour ne nommer que les principaux qui ont déjà donné des œuvres originales, personnelles et profondément humaines, les poètes Alain Grandbois, Anne Hébert, Roger Brien, Robert Choquette, les essayistes, critiques et historiens Guy Frégault, Jean Bruchési, Marcel Raymond, Roger Duhamel, Guy Sylvestre, le Père Hilaire, Jean-Pierre Houle, le Père Romain Légaré, Jean-Louis Gagnon, forment un noyau solide. À propos on peut dès maintenant parler d'une littérature autonome.

Ces écrivains, s'ils se rattachent encore à des écoles françaises ou américaines, visent à se dégager de tous liens et on peut prévoir qu'il sortira de cette génération des œuvres intégralement canadiennes d'une portée universelle.

La Nouvelle Relève, juin 1946

CULTURE CANADIENNE-FRANÇAISE

En 1763, dit l'édition scolaire de *l'Histoire du Canada*, la France cédait le Canada à l'Angleterre pour toujours. Ces mots ont fait rêver bien des générations de petits Canadiens. Après un héroïque effort de plus de deux siècles, la France fut forcée de se retirer des « arpens de neige ».

Mais si la France renonçait au Canada pour toujours comme le dit naïvement la petite histoire, les 60 000 Canadiens, eux, ne renoncèrent pas à la France. Ces 60 000 sont devenus près de 4 000 000. Ils sont restés Français, par l'esprit, par la culture, par la volonté d'être eux-mêmes, mais Français du Canada.

Depuis 1763, le Canada, pays d'Amérique, pays bilingue, pays d'allégeance britannique n'est plus lié à la politique, à l'économie, ni à l'évolution morale et philosophique de son ancienne mère-patrie. Si les sources culturelles sont les mêmes jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la filiation ne s'étend plus au-delà que sous forme d'emprunts. Ainsi, au XIX^e siècle, voyons-nous quelques-uns de nos écrivains imiter Hugo ou Lamartine. Ils ne sont pas eux-mêmes. Ils se cherchent du côté de la France, et ne se trouvent pas. Ils ne sont plus Français et refusent de l'admettre. A la fin du XIX^e et au début du XX^e, des Canadiens songent à retourner en France. Ils

vont étudier, se perfectionner, retrouver la source. Elle est tarie pour eux parce qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils sont différents. Parfois admirablement doués, ils se découragent à vouloir imiter et ne donnent aucune œuvre d'envergure. Ni Français ni Canadiens, ils végètent entre les deux nationalités, entre les deux mentalités. On ne leur fait bien sentir des deux côtés.

Alors qu'il existe des littératures suisse, belge, suédoise, norvégienne, etc., jusqu'à 1920, il n'existe pas à proprement parler de littérature canadienne. *L'Ordre* fondé par Olivier Asselin, puis *La Relève*, en 1934, vont grouper des écrivains, les encourager, les pousser à créer une œuvre véritablement canadienne. Pour cela, il faut cesser de penser en provinciaux. Le groupe de *La Relève* s'efforce de se libérer patiemment. Il lui faudra dix ans pour réussir. Mais il sortira de cet effort une littérature humaine. Si nous insistons sur ces deux mouvements, c'est qu'ils constituent des centres de discussion, de travail, d'entraide et qu'ils demeurent. À côté de ces mouvements, de ces écoles si l'on y tient, d'autres groupes se forment. L'émulation agit; la pensée rayonne. Vers 1940, les lettres bourdonnent d'une activité fébrile. Plusieurs écrivains, et des meilleurs, ont cependant travaillé seuls. Ils n'en ont que plus de mérite, tels sont les écrivains de la génération de Ringuet et de Desrosiers. Ces deux derniers ont été édités à Paris avant la guerre.

En 1940 commencent à apparaître les premières maisons d'édition canadiennes. Dès la première année, les manuscrits affluent. Ces manuscrits sont l'œuvre de jeunes qui n'ont pas été à l'étranger. Ils se sont trouvés eux-mêmes. Leur technique est le fruit de longues méditations sur les œuvres de leurs devanciers français,

russes, américains. Le même phénomène s'est produit chez les Canadiens anglais où il a fallu attendre des écrivains libérés de l'influence uniquement anglaise pour avoir des œuvres qui se tiennent et méritent une place dans la littérature universelle.

Ainsi se prépare entre la France et le Canada, entre l'Angleterre et les Canadiens anglais une collaboration féconde, sur un pied d'égalité, une entente culturelle à base d'échange et d'émulation, une littérature dépassant les territoires politiques et se rejoignant sur les sommets humains, universels.

Cette collaboration, des écrivains français commencent à en parler: M. Étienne Gilson, M. Georges Duhamel, d'autres aussi. «Le monde canadien, écrivait M. Duhamel au retour de son voyage au Canada, est une branche de l'arbre français, une branche robuste et qui semble maintenant séparée du tronc original par une épaisse muraille: une branche quand même et qui fait honneur à l'arbre, à la vitalité de l'arbre.»

M. Gilson, qui cite cette phrase, veut aller plus loin. C'est qu'il nous connaît mieux. M. Duhamel n'a eu avec nous qu'un contact superficiel: il a lu *Au pied de la pente douce* et il en a fait un bel éloge; entre deux rendez-vous, il a causé avec quelques jeunes écrivains, il a assisté à un déjeuner de l'Académie canadienne-française...

M. Gilson, lui, a vécu au Canada, il a une autre conception de la vie canadienne. «Le Canada, écrit-il, (dans *Le Monde*, 6 janvier 1946) se souvient de bien des choses, car non seulement il a une mémoire, il en est une. Il se souvient d'abord d'avoir été une branche de l'arbre français, mais aussi d'en avoir été coupé, puis, laissé sur le sol, d'y avoir tout seul pris racine, d'avoir

vécu sans nous, grandi sans nous, conquis par son seul courage, par sa seule perspicacité et par une continuité de vues qui ne nous doit rien le droit à sa propre langue, à ses propres méthodes d'éducation et à sa propre culture. Si nous sommes l'arbre, jamais arbre ne s'est moins soucie de sa branche. Qu'il s'en soucie aujourd'hui, rien de mieux, mais ce qu'il retrouve, après l'avoir si longtemps négligé, ce n'est plus une branche, c'est un arbre: un arbre de même espèce que lui, mais un autre arbre qui est un arbre comme lui.»

«(...) La culture canadienne-française ne doit qu'aux Canadiens de survivre et de fructifier. Ni empruntée, ni parasite, et autrement que la nôtre, mais exactement au même titre que la nôtre, elle est française de plein droit.»

Ces paroles de M. Gilson sont de celles qui nous font espérer qu'une collaboration est possible avec la France et s'il ne dépend que de nous, on peut dire qu'elle existe déjà.

M. JEAN CASSOU

Dans le numéro du 21 juin 1946 des *Lettres françaises*, M. Jean Cassou, sous le titre de *Maurrassisme impénitent*, répondait à mon article intitulé «Pourquoi ces querelles»:

M. Robert Charbonneau, dans la revue canadienne La Nouvelle Revue, s'étonne de l'indignation exprimée ici-même par des écrivains français contre la publication, au Canada, de livres d'auteurs condamnés tels que Maurras. Cette publication, d'après M. Charbonneau, déplaît à des «fanatiques». Entre parenthèses, ce reproche de fanatisme adressé à des adversaires de Maurras est assez inattendu. M. Charbonneau, au reste, nous assure, et dans les termes les plus émouvants, de sa

ferveur et de celle des Canadiens pour la culture de la France. Nous savons la part que nos frères canadiens ont prise à nos deuils et à nos espérances; nous savons que notre littérature, c'est-à-dire notre expression et notre destin spirituels ne sont pas seulement chose nôtre, mais leur. Néanmoins, cette sympathie ne les entraîne pas à s'introduire dans ce qu'ils regardent comme nos querelles intérieures, et c'est toute la littérature française, y compris Maurras, qu'ils prétendent demeurer libres d'aimer.

J'avoue que je ne vois pas ce que peut avoir d'inattendu « ce reproche de fanatisme adressé à des adversaires de Maurras », le fanatisme étant une tendance de l'esprit qui n'a rien à voir avec l'objet qui l'inspire. Mais M. Cassou se charge quelques lignes plus loin de donner une nouvelle preuve de ce que j'appelle son fanatisme. La voici :

Mon Dieu! on peut bien reconnaître du talent à un adversaire politique ou philosophique... Non. Maurras n'est pas un adversaire politique, ni philosophique. Ce n'est pas un adversaire de mes idées. C'est un ennemi de mon pays. Et je ne lui ai jamais reconnu de talent. On ne peut reconnaître de talent à ce qui, par essence, est une aberration.

Sur le plan judiciaire, aucune discussion n'est possible. Si M. Cassou juge que Maurras est un ennemi de son pays, c'est une question pour les tribunaux; mais quel que soit le verdict, il ne saurait engager le talent.

Mais comment M. Cassou ne comprend-il pas que les raisons qu'il allègue pour brûler les ouvrages de Maurras ou d'autres sont celles dont se réclamait avant lui Hitler: « Ennemis de mon pays », « rejetés de notre communauté nationale »? Maurras a été jugé par des tribunaux mais son œuvre, comme celle des autres « collaborateurs », n'est pas justiciable des mêmes tribunaux.

À des idées, ce n'est pas par le fer et par le feu qu'il faut répondre, mais par des idées.

Hier, tout le monde s'accordait pour condamner l'Inquisition et les autodafés, ce n'est pas pour qu'on recommence en 1946.

La Nouvelle Relève, octobre-novembre 1946

CRISE DE LA LITTÉRATURE CANADIENNE ?

RÉPONSE À M. RENÉ GARNEAU

M. René Garneau est un écrivain de race, un critique intelligent et éclairé, doué au surplus du don de sympathie. Aussi est-ce avec le plus vif intérêt que nous avons lu, puis relu l'article qu'il vient de consacrer à la crise de la littérature canadienne dans le supplément littéraire du *Canada*.

Laissons M. Garneau poser lui-même le problème. Il constate tout d'abord qu'il y a une crise de la littérature canadienne et, ajoute-t-il, « c'est une crise d'orientation ».

Un groupe intéressant de jeunes écrivains de langue française, continue-t-il, veut qu'une littérature autonome naisse avec lui. C'est sur le plan littéraire la transposition de la rivalité sur le plan politique entre grandes, petites et moyennes puissances.

M. Garneau tente ensuite d'expliquer, par « certaines désillusions qui ont suivi la reprise des contacts » avec la France, ce désir d'autonomie.

Ayant ici même parlé de littérature autonome et examiné en deux ou trois articles les conditions de sa réalisation, je me permettrai quelques remarques en marge de l'article de M. Garneau.

Tout d'abord précisons que, quelle qu'elle ait été à notre égard l'attitude des Aragon, des Duhamel et des Sartre, elle n'est pour rien dans notre désir de promouvoir une littérature qui cherche ses techniques, son inspiration et ses critères à Montréal plutôt qu'à Paris et qui se réserve, dans la mesure où toutes les techniques vivent d'échange, de choisir aussi bien « dans le vignoble californien de M. Steinbeck » que « dans le vignoble racimien », qui ne dédaigne pas à l'occasion de s'allier au vignoble californien.

Il s'agit de quelque chose de plus important que d'une querelle entre les écrivains français et leurs confrères canadiens, c'est sur le plan de la culture française que le problème se pose. Toute la querelle est entre ceux qui ne veulent voir dans le Canada français, selon la formule de Gilson*, qu'une branche de l'arbre français et ceux qui, avec M. Gilson, croient que ce sont deux arbres distincts, d'une même famille mais ayant chacun sa vie propre et des fins différentes. Ainsi les États-Unis vis-à-vis de l'Angleterre.

Pour bien marquer leur scission avec la France, dit M. Garneau, ils invoquent leur parenté spirituelle avec les écrivains américains. Or on croyait que c'était l'autonomie qu'ils voulaient.

L'auteur se fait la partie facile. Veut-il laisser entendre que M. Sartre est moins français parce qu'il se met à l'école de John Dos Passos; que (pour donner quelques exemples tirés de plus loin) Dostoïevski était moins russe parce qu'il avait pratiqué George Sand, Balzac, Victor Hugo, romancier et Eugène Sue; que

* Il faut lire ici «selon la formule de Duhamel» comme l'indique Gilson plus loin (*La France et nous*, p. 78). (*Note de la préface*).

Racine et Corneille étaient moins français parce qu'ils empruntaient aux Grecs ou aux Espagnols non seulement la technique mais jusqu'à la trame de leurs pièces? Si on faisait l'arbre généalogique de chacun des écrivains, on trouverait à tous des parentés spirituelles étrangères. Le défaut des Canadiens a peut-être été jusqu'ici qu'ils n'ont voulu avoir qu'un seul parent ou qu'ils les ont choisis (puisqu'ils le font dans ce domaine on choisit) du même sang, jusqu'à l'épuisement presque complet de ce sang.

Pourquoi, nous qui possédons deux langues, attendrions-nous, pour nous enrichir de la substance des écrivains américains ou anglais, qu'ils aient été traduits et assimilés par les Français? Ne pouvons-nous manger que de la bouillie sous prétexte de ne pas nous quereller avec les Français? Résigné à ce que notre littérature reste une littérature de provinciaux, osons le mot, de colons, M. Garneau reprend:

On a beau retourner les éléments de la question, on ne sort pas de la zone d'influence d'une grande puissance littéraire. Si ce n'est pas la France ce sera l'Amérique.

Mais oui, Monsieur Garneau, on en sort. La preuve, c'est que la Russie en est sortie, c'est que les États-Unis en sont sortis, c'est que l'Amérique du Sud en est sortie. Et si les Russes sont sortis de la zone d'influence allemande et française, les États-Unis de la zone anglaise, les pays d'Amérique du Sud de la zone espagnole, c'était pour acquérir une autonomie que somme aujourd'hui ne songe à mettre en doute.

Les arguments de M. Garneau sont ceux que toute l'élite russe a sortis contre Dostoïevski. M. Garneau me dira que les pays que j'ai mentionnés ont une population supérieure à la nôtre. Cela est vrai, mais le talent d'un

écrivain, son indépendance spirituelle ne dépendent pas, que je sache, du nombre de ses compatriotes. Et c'est ici que les traductions interviennent. Si nous créons vraiment des œuvres originales et profondément canadiennes, elles pourront être traduites, leur rayonnement en sera centuplé.

M. Garneau peut se moquer des best-sellers. Mais il n'est pas beaucoup d'écrivains français ou anglais qui ne seraient prêts à donner leur bras droit, quelques-uns même leur œil, pour connaître aux États-Unis, dans une traduction, le succès de *Arch of Triumph* ou de *Brides-head Revisited*. Interrogez les éditeurs américains et vous apprendrez que, si certains grands écrivains n'ont pas été traduits, ce n'est pas faute d'efforts de leur part.

M. René Garneau se demande quel profit nos écrivains trouveraient à l'audience des Américains.

Ceux-ci n'aiment pas la littérature, continue-t-il, et ils ne l'entendent pas dans le même sens que lui donnent même les plus passionnés de nos autonomistes de l'écritoire.

Laissons parler les faits. Si les Américains n'aiment pas la littérature, comment expliquer les succès obtenus par des écrivains comme Hemingway, Steinbeck, Faulkner, Caldwell, John Dos Passos, Thomas Wolfe, Eugène O'Neill, etc., dont les ouvrages, qui transportent aujourd'hui d'émoi les Français, ont rapporté dans presque tous les cas des fortunes à leurs auteurs? Mais ce n'est pas tout. Comment expliquer encore que les succès de librairie connus par les écrivains anglais Evelyn Waugh, Somerset Maugham, Graham Greene, etc., aient dépassé aux États-Unis les plus forts tirages obtenus dans leur pays ou ailleurs? On pourrait encore citer les cas de Thomas Mann, de Franz Werfel, d'Erich Maria Remarque, de Sholem Ash qui, si

je suis bien informé, sont traduits sur le manuscrit et sont publiés originellement aux États-Unis.

Aujourd'hui, un écrivain européen se juge consacré quand il est publié à New York. Pourquoi les Canadiens, à la condition qu'ils en aient la chance, refuseraient-ils la gloire mondiale que peut seule leur donner l'édition américaine? Pourquoi n'ambitionneraient-ils pas d'être édités dans ces conditions?

Le marché naturel des ouvrages canadiens, c'est le Canada. La publication en Europe, à Paris, où les Parisiens ne s'intéressent qu'à ce qui est français ou a été traduit, à Londres, à Amsterdam ou à Moscou, n'est qu'un accident susceptible d'arriver à la veille d'une guerre ou dans les premiers mois qui succèdent à une victoire des Alliés. Ne nous faisons pas d'illusion. Les Français, sauf quelques grandes et généreuses exceptions, est l'homme qui ne connaît pas les étrangers. Il consent à les découvrir une certaine d'années après leur mort quand il peut en enrichir « les vignobles raciniens ». Au contraire, le peuple « qui n'aime pas la littérature » accueille avec intérêt tout ce qui lui paraît mériter son attention à l'étranger.

Si la littérature a une tendance à devenir universelle, il semble que ce soit actuellement par le truchement de la langue anglaise et par l'édition américaine qu'elle le deviendra.

L'Europe est trop vieille, trop satisfaite d'elle-même, trop habituée à ce qu'on vient à elle, qu'on s'agenouille devant ses ruines et ses monuments; elle a peut-être trop souffert pour être encore accueillante.

Les Canadiens ont donc à choisir entre quelques brimborions que la France, inspirée par le Foreign Office, consentira à leur décerner à la veille d'une guerre et les États-Unis qui, n'ayant besoin de personne,

« n'aiment pas la littérature » mais accueillent tous les talents, les recherchent même et parfois les couvrent de gloire.

M. Garneau est trop intelligent pour douter qu'il puisse exister une littérature canadienne d'expression française qui ne doive pas plus à la France que M. Sartre, M. Romains ou d'autres ne doivent aux États-Unis ou à l'Angleterre. Et il a raison de dire que cette littérature, si elle est universelle, sera à la gloire de la culture française, cette culture que nous ne devons pas aux écrivains français vivants, mais à ces écrivains universels qui sont notre patrimoine commun avec la France, comme Dickens, Dostoïevski, Balzac appartiennent au patrimoine commun de l'humanité.

26 novembre 1946

LETTRE AUX ÉCRIVAINS

Depuis 1939, parallèlement au développement de l'édition, la littérature a pris un essor considérable au Canada. Ce n'est pas une coïncidence. L'édition remplit dans la vie des lettres une fonction essentielle qui est de découvrir, d'encourager et de lancer les écrivains puis de faire rayonner leurs œuvres dans le monde entier. Cette tâche requiert une collaboration étroite entre l'éditeur et l'écrivain.

La tentation peut être grande aujourd'hui pour un écrivain canadien de confier ses manuscrits à un éditeur étranger. En le faisant, l'écrivain canadien étend son public. Mais le résultat de son geste est d'affaiblir l'édition canadienne et, comme conséquence lointaine, de saper une industrie qui est à son service et qui le restera quand l'engouement de l'étranger sera passé.

En effet, si l'écrivain canadien doit être publié à l'étranger, c'est au Canada qu'il doit faire ses preuves. Nombre de Canadiens, avant la guerre, adressaient des manuscrits à des maisons parisiennes et ces manuscrits n'étaient souvent pas lus. Cela se comprend. Dans un pays où il se publie des centaines d'ouvrages par mois, le manuscrit d'un auteur canadien inconnu aura peu de chances d'attirer l'attention d'un éditeur. Et, s'il réussit à passer le comité de lecture et à être publié, il entrera en concurrence avec des centaines d'écrivains mieux connus.

La situation n'est pas la même en ce moment. Paris s'intéresse aux écrivains étrangers parce que la production française est un peu monocorde et aussi à cause de l'engouement d'un public séparé pendant cinq ans du reste du monde.

Mais cette situation ne saurait durer. Et d'autre part, les éditeurs parisiens s'intéressent surtout aux écrivains canadiens qui se sont déjà fait une réputation dans leur pays.

Si les écrivains continuent de publier d'abord leurs ouvrages au Canada, rien n'empêchera que ces ouvrages soient vendus, ce qui est préférable, ou même réédités en France. Dans ce cas, l'industrie canadienne, qui doit compter sur les écrivains de ce pays, et qui est d'abord à leur service, continuerait de se développer.

La Nouvelle Relève, janvier 1947

PRÉPONDÉRANCE DU ROMAN

Au moment où paraissent aux États-Unis les romans d'Arthur Koestler, à Montréal les romans de Victor Serge (*Les Derniers temps* et bientôt *L'Affaire Tou-*

laef) pour ne mentionner que deux des plus puissants créateurs de notre époque, au moment où Paris réédite John Dos Passos, Ernest Hemingway, John Steinbeck et même James Cain, Henry Miller et Dashiell Hammett, le plus intelligent des critiques littéraires français, Claude-Edmonde Magny¹, commentant un article de Hoog paru dans *Carrefour* écrit :

On pourrait aller un peu plus loin encore que ne le fait Hoog dans cet article intitulé *Où meurt le roman, et dire « Nous avons des poètes, des essayistes, des philosophes, des critiques. Nous n'avons plus de romanciers. Mais nous avons des auteurs de nouvelles. »*

Il semble en effet se produire, dans l'Europe désorganisée et désemparée de l'après-guerre, un phénomène de régression des arts. Et l'Amérique se trouve par rapport aux vieux pays dans la situation inverse de celle où elle se trouvait il y a cent ans. Alors, l'Amérique luttait pour sa vie, dépensait ses énergies à s'adapter et à s'organiser, créant à la fois sa philosophie nouvelle et les traditions qui lui manquaient.

L'Europe, riche de traditions culturelles centennaires, appuyée sur les civilisations grecques et latines, gardait avaricieusement l'hégémonie de la création. Plus que les guerres et leur cortège de malheurs, le déclin de la culture européenne est venu de la conscience des Européens de leur impuissance à créer. Cette conscience est apparue avant la première grande guerre ; elle a pris les formes corrosives du surréalisme et du décadentisme, drogues dangereuses pour des peuples vieux alors qu'elles n'étaient qu'une maladie de croissance et d'imitation en Amérique.

1. *Poésie* 46, n° 34, août-septembre.

Ce jeu a mené l'Europe à l'absurdisme. Et alors que l'Amérique accède à l'âge de la création, l'Europe retourne en arrière.

La création littéraire est le signe de la vitalité d'un peuple. La crise que traverse l'Europe paraît malheureusement une crise d'épuisement. Quant à juger impossible de créer des mondes imaginaires parce que les structures sociales manquent de stabilité, ce n'est pas très fort. N'est-il pas aussi absurde de fonder des philosophies dans un monde qui se meurt que d'écrire des romans ? D'ailleurs, parmi les essayistes et les penseurs des temps nouveaux, on compte beaucoup de pseudo-Valéry et d'Alain mais peu de Montaigne, de Descartes ou de Pascal.

L'engouement des Français pour le roman américain à un moment où la France ne produit plus de romanciers indique à la fois que le peuple n'a pas perdu le sens des valeurs et qu'il est prêt à les demander à l'étranger s'il ne peut les trouver chez lui. Il implique en outre que les Français ont fait fausse route depuis cinquante ans.

Pour nous, qui avons cessé de croire que l'Europe est le centre d'où partent toutes les impulsions artistiques, la crise du roman en France ne présage pas un affaiblissement de l'esprit de création dans le monde.

D'ailleurs, un peuple comme le peuple français possède de grandes, d'inépuisables ressources. L'historien, la critique, l'essai et même les ébauches de philosophies (indépendamment de leur valeur scientifique ou de pensée), quand ils prennent la première place dans une littérature, c'est que celle-ci marque le pas, récupère ses énergies en vue de la création qui est la forme la plus complète de l'art.

La réponse de M. Aragon à mon article intitulé « Crise de la littérature canadienne » parut le 17 janvier 1947 dans *Les Lettres françaises* sous le titre de « Crise de l'esprit critique au Canada ». M. Aragon écrivait :

Dans le numéro d'octobre-novembre de La Nouvelle Relève, revue de Montréal, l'éditorialiste M. Robert Charbonneau parle de la Crise de la littérature canadienne. C'est avec intérêt que d'ici nous suivons les débats qui peuvent se poursuivre entre les écrivains canadiens sur la littérature. S'ils doivent ou non s'orienter « sur Paris ou sur Montréal », comme on en débat, est leur affaire et non la nôtre, quel que soit le désir légitime que nous avons ici de voir se perpétuer des liens tout spirituels qui unissent traditionnellement Canadiens et Français.

Si donc je relève ici une phrase de Robert Charbonneau dans son article, c'est plus pour ce qui touche les personnes que pour ce qui est de l'esthétique. Robert Charbonneau écrit :

Tout d'abord précisons que, quelle qu'ait été à notre égard l'attitude des Aragon, des Duhamel et des Sartre, elle n'est pour rien dans notre désir de promouvoir une littérature qui cherche ses techniques, son inspiration et ses critères à Montréal plutôt qu'à Paris et qui se réserve, dans la mesure où toutes les techniques vivent d'échange, de choisir aussi bien « dans le vignoble californien de M. Steinbeck » que « dans le vignoble racinien » qui ne dédaigne pas à l'occasion de s'allier au vignoble californien.

Répondant à cette citation, M. Aragon continue :

Mais enfin, on trouvera bon aussi que je parle un peu de ce qu'ont ou n'ont pas à me reprocher les écrivains canadiens. Je me suis borné, ici-même, à rappeler toutes les raisons historiques que nous avions de tenir à l'amitié canadienne, et c'est en raison de cette amitié même, du sang périodiquement

versé par les Canadiens pour l'indépendance de notre sol, que j'ai dit mon indignation, ma tristesse à voir au Canada, dans les journaux, les revues, les éditions, la place donnée aux écrivains qui ont de 1940 à 1944 trahi la France, et se sont faits les thuriféraires de l'occupant, de la collaboration. Maurras, Massis, par exemple. Je vais plus loin : je regrette que l'obsession à tenir pour certains écrivains, contre le devenir historique de ces écrivains, entraîne des hommes qui parlent la même langue que nous à ne plus comprendre — non pas les écrivains français, mais la France, la France telle qu'elle est.

M. Aragon s'en prend à Berthelot Brunet et reprend la querelle où l'avait laissée M. Cassou.

Il est clair qu'à Montréal les mots-courage et franchise n'ont plus leur sens traditionnel pour tout le monde : pendant quelques années, le courage et la franchise en France consistaient à appeler les Allemands des Boches, et à agir en conséquence. L'éloge fait sous l'Occupation en France et aujourd'hui au Canada de Drieu La Rochelle semble relever d'autres vertus...

Mais c'est ici que M. Aragon laisse percer son mépris pour les Canadiens français.

Je suis sûr que nos amis canadiens me comprendront si je dis qu'en face de ce dénigrement systématique de la littérature française qui va de pair avec les éloges prodigués à de tels parisiens, nous entendons ici conserver nos parisiens français, les mêmes qui valaient pendant l'Occupation comme en 1946, et qui ne peuvent être mode que pour ceux-là qui ne savent pas plus ce que signifie courage ou franchise que mode ; et que nous sommes persuadés que ces parisiens pris-là valent à la fois pour Montréal et pour Paris.

Car en dehors d'eux il ne saurait y avoir d'amitié franco-canadienne ce que je me refuse à envisager.

M. ARAGON ET L'AMITIÉ FRANCO-CANADIENNE

Dans un article intitulé « La crise de l'esprit critique au Canada » paru dans le dernier numéro des *Lettres françaises*, M. Louis Aragon prend prétexte d'un de mes articles récents pour insulter les Canadiens français. M. Aragon fut naguère un insulteur professionnel et ses crachats n'épargnèrent ni la religion, ni sa patrie, la France. La guerre a passé là-dessus; M. Aragon a accepté un joug plus dur que celui que lui imposait, avant la guerre, sa qualité de Français.

Il va sans dire que M. Aragon, comme M. Jean Cassou d'ailleurs, qui me fit, il y a quelque temps dans le même hebdomadaire, l'honneur de ne pas me comprendre, répond à côté de la question et profite de l'occasion pour déclamer, avec accompagnement de musique attristée, des professions de foi politiques plutôt que littéraires.

Sur ce ton, si nous voulions nous vanter, nous pourrions nous aussi dire ce que nous avons fait pour la France — non pas en réparation d'injures, car nous ne l'avions jamais reniée et bafouée — et prendre des grands airs pour discuter des questions littéraires.

Ne confondons pas la politique et la littérature. La pensée engagée se ressent trop souvent de certains mots d'ordre. Certes, nous n'avons pas les mêmes allégeances que M. Aragon, ce qui ne signifie aucunement « qu'à Montréal les mots *courage* et *franchise* n'ont plus leur sens traditionnel pour tout le monde ». Cela signifie peut-être que ces mots n'ont pas le même sens quand on les voit à travers les verres colorants de l'esprit du Parti, comme le fait M. Aragon.

Cet écrivain, qui est peut-être le moins qualifié, en raison de son passé, pour parler au nom de la France, peut « conserver (ses) partis pris français, les mêmes qui valaient pendant l'Occupation », c'est son droit. Mais si « en dehors d'eux, il ne saurait y avoir d'amitié franco-canadienne », cette condition me paraît personnellement inacceptable et je doute que les autres Français et les Canadiens y souscrivent. M. Aragon a la liberté de porter des œillères, mais vivant dans un pays libre, nous pouvons et nous devons refuser de l'imiter. Cette volonté d'imposer ses passions et ses partis pris à des étrangers en échange de son amitié — dont il n'est pas certain que nous voulions — caractérise bien l'écrivain engagé qui a abdiqué tout sens critique.

Québec, 27 janvier 1947

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS
DE LA SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS CANADIENS

Au cours des vingt dernières années, les écrivains canadiens se sont affirmés dans toutes les disciplines, et particulièrement dans le roman qui, avec le théâtre, est peut-être le seul genre qui puisse connaître une diffusion universelle, qui, fondé sur l'homme et inscrit dans une époque, ne connaît dans l'espace aucune frontière et transcende le temps par ce que toute œuvre d'art a d'éternel.

Notre littérature a franchi la dernière étape, celle qui précède son entrée dans la littérature universelle et les éditeurs peuvent d'autant plus se réjouir de ce fait que, modestement, ils peuvent se féliciter d'y avoir contribué.

Certes, le roman et le théâtre ne constituent pas toute la littérature de création. Il y a la poésie, limitée

dans l'espace parce qu'elle se refuse à la traduction, mais qui n'en est pas moins grande; il y a l'histoire, les essais, la critique, les ouvrages à base scientifique ou politique qui sont souvent des œuvres d'art quand ils s'élèvent au-dessus de ce que l'actualité et les sciences peuvent avoir d'éphémère.

Mais si j'insiste sur les ouvrages de création, c'est que, dégagés du temporel et de l'action, ils sont plus aptes aux échanges entre pays, qu'ils sont au premier chef des œuvres d'art.

Alors qu'avant 1935 les écrivains d'imagination étaient rares, aujourd'hui, il faut plutôt conseiller aux jeunes de remettre leur ouvrage sur le métier, de se perfectionner. Parmi ces jeunes, plusieurs seront demain de grands écrivains. L'éditeur éclairé qui les sait doués doit plutôt modérer leur ardeur que la stimuler.

Plusieurs facteurs ont influencé cette renaissance littéraire: une plus grande indépendance politique et économique; des conditions matérielles et spirituelles plus favorables; enfin le goût de jour en jour plus grand des Canadiens pour les choses de l'esprit. Mais, parmi ces facteurs, il en est un qui nous intéresse particulièrement et qui, à mon avis, est un des plus importants, c'est le développement de l'édition canadienne.

Le peuple canadien est-il conscient de ce fait? Si le chiffre des tirages peut être admis comme preuve, nous pouvons répondre affirmativement. Mais, au Canada français, nous avons souffert et nous souffrons encore d'un sentiment d'infériorité devant l'œuvre d'art, devant les ouvrages signés par des Canadiens.

Combien de gens ont encore honte d'avouer qu'ils lisent des ouvrages d'imagination? Il fut un temps où notre peuple créait ce pays, devait se montrer tous les jours sur la brèche pour repousser les attaques de l'en-

mi. Nous eûmes ensuite à conquérir nos libertés. Ces époques sont peu favorables à la culture intellectuelle. Elles sont des périodes d'action. Mais ensuite? Ensuite, nous avons été retenus de lire des ouvrages d'imagination par un reste de jansénisme. Il ne faut pas oublier que longtemps, nos ancêtres, appuyés sur Bossuet, condamnaient avec lui la peinture des passions.

Combien de ceux qui rougissent de lire des romans ou de la poésie, sous prétexte que ce n'est pas là une occupation sérieuse, réfléchissent qu'en disant cela, ils portent un jugement défavorable sur leur culture, que les ouvrages d'imagination ne sont pas uniquement un divertissement et que la substance d'un livre, les idées qu'il éveille ne sont pas en proportion des faits relatés? Il semble que, de plus en plus, ces préjugés tendent à disparaître et nous serons vraiment civilisés le jour où notre «élite» n'aura pas honte de lire des ouvrages qui éclairent sur l'homme et sur la vie au même titre que ceux qui la renseignent sur la politique ou l'économie. Les éditeurs dans ce domaine ont eu conscience de leurs responsabilités, et, en mettant à la disposition des jeunes les chefs-d'œuvre de la littérature enfantine, ils aident à former des hommes qui goûteront les choses de l'esprit.

Mais ce complexe d'infériorité devant les œuvres d'art n'est pas le seul obstacle à l'épanouissement d'une littérature plus vivante. Il y a aussi notre sentiment d'infériorité devant les ouvrages signés par des Canadiens. La phrase: «Je ne lis pas d'écrivains canadiens», qui correspond à cette autre: «Au Canada, on ne peut rien faire de bon», ou «Comment rivalisons-nous avec les étrangers?», n'éveille plus le même écho qu'il y a une vingtaine d'années.

Et à ce propos, nos écrivains du passé portent une certaine part de la responsabilité. Il a manqué à nombre

d'entre eux, surtout avant la guerre, le courage de reconnaître qu'ils étaient Canadiens et de s'accepter tels. Certains, se considérant comme des exilés de luxe dans leur propre pays, méprisaient leurs compatriotes et n'aspiraient qu'à aller vivre à Paris. Quelques-uns y sont allés. Qu'ont-ils produit là-bas? Tous les peuples ont eu de ces écrivains méconnus, qui dissimulaient sous un sourire méprisant leur impuissance à créer.

Si nos écrivains veulent qu'on les lise et qu'on les suive, s'ils veulent s'imposer partout, ils doivent d'abord être Canadiens. Il est ridicule de penser que le talent a été exclusivement départi à un peuple plutôt qu'à un autre ou qu'on peut s'élever au-dessus de ses compatriotes en traversant l'Atlantique. Vingt, trente démentis, en ces dernières années, répondent à cet argument.

Quant à l'objection de la langue, elle n'est pas moins ridicule et les faits le prouvent. Les Américains sont aujourd'hui le peuple qui compte le plus grand nombre de grands écrivains vivants; on les imite, on les traduit à Paris. Et pourtant, les Américains n'ont pas inventé l'anglais. Le jour où ils ont rompu avec l'Angleterre, ils ont considéré la langue anglaise comme s'ils étaient les seuls à la parler et ils ont créé. Il en est de même dans l'Amérique du Sud, où la littérature est plus vivante et plus féconde qu'en Espagne.

Quelles objections trouvera-t-on encore pour nous décourager? Nos écrivains sont traduits aux États-Unis et réédités en France. Et ces écrivains sont les plus authentiquement canadiens. Ce sont ceux qui se sont acceptés et qui ont compris que tous nos regrets, tous nos efforts de dénigrement ne nous ferons pas autres que nous sommes.

Quant au milieu, est-il plus difficile pour nous de suivre de Montréal que de Paris, Joyce, un Irlandais; Kafka, un Tchèque; Dos Passos et Faulkner, des Américains, et Jean-Paul Sartre? Et ces écrivains, ce n'est pas moi qui les ai choisis. Je les cite de la revue parisienne *Les Lettres* où je les trouve sous la plume de Gaétan Picon qui écrit textuellement: «Ceux qui donnent le ton au roman actuel (Joyce, Kafka, Dos Passos, Faulkner, Sartre)». Ces écrivains qui donnent le ton au roman français nous sont aussi accessibles qu'aux autres dans leur technique, la seule qu'un écrivain peut emprunter à un autre.

Nos écrivains n'ont qu'à continuer comme ils ont commencé. Ils n'ont qu'à être canadiens et à chercher leur technique non dans un seul pays, ni à travers un seul pays, mais partout. À cette condition, ils garderont leur place dans la littérature universelle.

C'est à nous, éditeurs, qu'il appartient, comme aux écrivains, de rendre le public conscient de cette force que représente, pour un peuple, une littérature autonome.

Carrefour, 18 février 1947

QUOI QU'EN DISENT ARAGON ET CASSOU

LES CANADIENS FRANÇAIS NE SONT PAS DES TRAITRES

M. Louis Aragon a publié, dans *Les Lettres françaises*, sous le titre «La crise de l'esprit critique au Canada», un article maladroit et insultant pour les Canadiens français.

Le Canada, pays de douze millions d'habitants, dont un tiers sont d'origine française, est un pays bilingue et d'allégeance britannique qui, depuis 1763, n'est plus lié à la politique, à l'économie, ni à l'évolution

morale et philosophique de la France. Si les sources culturelles sont les mêmes jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la filiation ne s'étend plus au-delà que sous forme d'emprunt. Des Français qui nous connaissent ont constaté ce fait, notamment M. Étienne Gilson qui écrivait dans *Le Monde* (6 janvier 1946):

La culture canadienne-française ne doit qu'aux Canadiens français de survivre et de fructifier. Ni empruntée ni parasite, et autrement que la nôtre, mais exactement au même titre que la nôtre, elle est française de plein droit.

Cela, tous les Canadiens le savent et, s'ils sont heureux de l'entendre répéter par un penseur comme M. Gilson, c'est qu'ils espèrent que sa voix portera plus loin que leurs œuvres dans cette France qu'ils aiment profondément, mais qui, on vient de le voir dans les articles de MM. Aragon et Cassou, ne nous comprend pas.

Certains Français qui vivent à Montréal ou à Québec, nous entendant parler la même langue, admirer leurs écrivains, nous voyant lire leurs journaux et leurs revues, se croient dans une province française et sont surpris que nous ayons sur eux, sur leur politique, sur leur littérature, des jugements d'étrangers.

Nous ne sommes pas des Français; notre vie en Amérique, nos relations cordiales avec nos compatriotes de langue anglaise et les Américains, notre indépendance politique, nous ont faits différents. Nous sommes fiers d'être canadiens.

Dans ces conditions, tout en reconnaissant ce que nous devons à la culture française, nous ne pouvons partager toutes les passions des Français. Cependant, dès le lendemain de la déclaration de guerre, *La Nouvelle Relève* a publié un article où tout notre groupe

d'écrivains disait sa foi dans la France. Après le désastre, *La Nouvelle Relève* s'est rangée avec MM. Maritain, Bernanos et Laugier du côté du général de Gaulle. Je ne mentionnerais pas ces faits, si MM. Cassou et Aragon ne laissaient entendre que nous avons défendu des traits.

Pendant toute la durée de la guerre, nous n'avons pas publié un seul ouvrage qui pût le faire penser. Cependant, en avril 1946, j'ai cru devoir m'élever contre l'ostracisme dont M. Cassou et ses amis voulaient frapper, même au Canada, la discussion littéraire des ouvrages d'écrivains comme Henri Massis, Henry de Montherlant, Drieu La Rochelle et Léon Daudet.

«La France, ai-je écrit dans un article intitulé "Pourquoi ces querelles" (avril 1946), a eu et garde toute notre sympathie, mais nous devons refuser de suivre une partie des Français dans l'intolérance, la division, la haine... Tant que la France fut sous le joug allemand, la littérature de la résistance de l'intérieur comme de l'extérieur, pour nous, avait un sens. C'était la résistance à l'ennemi. Elle n'était pas l'expression d'un clan politique qui, quel que soit son mérite, n'a pas une doctrine d'exportation. Ceux qui ont admiré, avant la guerre, un Maurras, un Bainville, un Massis, etc., ne l'ont pas fait parce qu'ils rêvaient d'une restauration monarchique dans un pays qui n'est pas le nôtre, mais parce qu'il se trouvait que ces écrivains étaient d'éminents représentants de la pensée française. Qu'on le nie aujourd'hui ne change rien. Le fait que Maurras et les autres ont collaboré ne change rien à des œuvres publiées avant 1940. Je suis d'autant plus à l'aise pour parler de ces écrivains que, personnellement, à l'exception de Daudet, je n'en admire aucun et que, politiquement, je me trouvais sur les questions de la guerre d'Espagne, du communisme, etc., dans le camp opposé.»

Je ne puis que répéter ce que j'ai écrit au sujet des Allemands mais qui s'applique à tous ceux qui suivent leur exemple: « Brûler des livres ne sera jamais que l'aveu d'une impuissance, la réaction de barbares devant les choses de l'esprit. »

L'amitié franco-canadienne ne peut être au prix de l'abdication de notre liberté de lire et de commenter les ouvrages français, américains ou même allemands. Tout en admirant les vertus civiques des écrivains de la Résistance, nous refusons de reconnaître du talent à ceux qui n'en ont pas.

M. Aragon est partisan de l'autorité. Qu'il sache qu'il n'en a aucune sur nous. Si l'amitié franco-canadienne dépendait de conditions comme celles qu'il veut nous imposer et auxquelles je doute que les Canadiens et les autres Français souscrivent, nous devrions, à notre grand regret, y renoncer.

Jusqu'ici, si pénible que cela soit à écrire, nous n'avons jamais compté pour la France qu'en temps de guerre.

Nous voudrions qu'il en soit autrement, mais si nous offrons notre amitié sans condition, nous entendons bien n'en accepter aucune de MM. Aragon et Cassou.

Le Canada, 17 mars 1947

LE COURAGE DE M. ARAGON

Dans la livraison du 7 février de *Lettres Françaises*, Louis Aragon donne un exemple éclatant de ce qu'il entend par l'honnêteté intellectuelle, en «résumant» à l'usage de ses lecteurs les articles que Berthelot Brunet et moi-même avons publiés le 23 et le 25 janvier dans le journal *Le Canada*. Il se défend avec passion d'être un

écrivain engagé, mais il se garde bien, pour continuer de tenir le beau rôle, de «résumer» l'essentiel de nos articles et de répondre à nos arguments.

Il n'a même pas le courage — c'est une qualité dont il parle pourtant beaucoup — de regarder la question en homme. Au lieu d'arguments, au lieu de faits, il évoque, dans le ton des couplets pompieri de ses derniers poèmes, les soldats canadiens morts pour la France. C'est bien typique d'Aragon, l'insulteur, de se cacher derrière des morts glorieux pour défendre sa position que tout le monde a depuis longtemps jugée.

Ce sont des écrivains comme Aragon, qui par le sentimentalisme inepte qu'ils mêlent à la discussion des choses littéraires, qui par leur empressément à monnayer en prestige et en autorité leur rôle dans la Résistance, font se détourner d'une partie de la littérature française contemporaine les étrangers qui ont gardé le sens des valeurs et pour qui la petite troupe des profiteurs de l'héroïsme ne sera jamais la France.

Action Universitaire, mars 1947

LITTÉRATURE AUTONOME

C'est le sort des polémiques prolongées de se grossir des passions qu'elles suscitent, au point de faire parfois oublier les idées qui en furent la cause. Tel est le cas de la polémique qui a éclaté, en février, entre *La Nouvelle Relève* et *Les Lettres Françaises*; qu'Aragon a reprise après Jean Cassou et qui, aujourd'hui, dans les articles qui continuent de paraître, n'a plus aucun rapport avec l'autonomie de notre littérature ou la liberté que revendiquait *La Nouvelle Relève*, pour nos éditeurs et nos critiques, de ne pas tenir compte des préjugés politiques